

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
Pôle carrières-matériaux  
Rue du Cul d'Anon – Parc d'activités Angers / Saint-Barthélemy  
CS 80145  
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou Cedex

Saint-Barthélemy-d'Anjou,

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **HERVÉ**

Route d'Ancenis  
44670 JUIGNE DES MOUTIERS

Références : 2022-189\_INSP\_RAP\_JLC\_HERVE - Chenillé.publiable  
Code AIOT : 0006300211

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/09/2022 dans l'établissement HERVÉ implanté LE ROCHER CHENILLÉ CHANGÉ 49220 CHENILLE CHAMPTEUSSE. L'inspection a été annoncée le 08/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HERVÉ
- LE ROCHER CHENILLÉ CHANGÉ 49220 CHENILLE CHAMPTEUSSE
- Code AIOT : 0006300211
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

Il s'agit d'une carrière de grès (extraction de matériaux et fabrication de granulats) d'une surface d'environ 22.5 ha autorisée pour une durée de 30 ans (jusqu'en 2035).

La production moyenne annuelle autorisée de la carrière est de 200 000 tonnes. La production maximale autorisée ne doit pas excéder 300 000 t/an.

L'effectif du site est de 6 personnes.

Une installation de broyage, concassage, criblage, nettoyage, mélange de pierres... est présente sur le site.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Visite précédente et action nationale déchets d'extraction.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 29/06/2005, article 4.8.2	/	Sans objet
10	Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 29/06/2005, article 4.7	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prélèvement d'eau	AP Complémentaire du 08/06/2020, article 7	/	Sans objet
2	Régime et qualité de l'eau	Arrêté Préfectoral du 29/06/2005, article 4.3.8	/	Sans objet
3	Remblayage des carrières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 I	/	Sans objet
4	Stabilité des fronts	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.6	/	Sans objet
5	Surveillance de la qualité de l'air	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6 et 19.7	/	Sans objet
6	Surveillance de la qualité de l'air	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.8	/	Sans objet
7	Pollution accidentelle	Arrêté Préfectoral du 29/06/2005, article 4.3.2	/	Sans objet
9	Sécurité des installations	AP Complémentaire du 27/12/2010, article 2	/	Sans objet
11	Gestion des déchets d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16bis	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les principales prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation sont respectées. Des améliorations sont toutefois possibles, notamment en ce qui concerne le stockage de vieux matériels conservés en dépannage.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Prélèvement d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 08/06/2020, article 7
<b>Thème(s) :</b> Autre, Régime et qualité des eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La pompe de prélèvement a un débit horaire maximal de 45 m3/h. La quantité d'eau prélevée n'excède pas 4050 m3/an.
<b>Constats :</b> Par courriel du 20 septembre 2022, l'exploitant a adressé à l'inspection des installations classées le registre des relevés du compteur volumétrique depuis juillet 2018. L'inspection des installations classées constate: -pour 2020: prélèvement de 3535 m3; -pour 2021: prélèvement de 3978 m3; -pour 2022, arrêté au 16 septembre: prélèvement de 3308 m3. L'inspection des installations classées constate que le prélèvement annuel réalisé depuis 2020 est conforme à l'arrêté complémentaire de 2020.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : Régime et qualité de l'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2005, article 4.3.8
<b>Thème(s) :</b> Autre, Suivi des niveaux d'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant procède annuellement en été à un contrôle du niveau des eaux dans les puits situés dans un rayon de 200 mètres autour de l'excavation sous réserve de l'accord des propriétaires. En cas d'abaissement du niveau imputable à l'activité de la carrière, il prendra les dispositions nécessaires pour assurer l'approvisionnement en eau des propriétés concernées
<b>Constats :</b> L'exploitant confirme que seul un puits situé au "Bas Rocher", se situe dans un environnement proche, tout en étant à plus de 200 m de la zone d'extraction. Il ne réalise pas de contrôle du niveau des eaux de ce puits.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Remblayage des carrières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stabilité de la verse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le remblayage des carrières est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.
<b>Constats :</b> Par courrier du 5 octobre 2018 l'exploitant avait indiqué: "Les très fortes précipitations qui ont

<p>eu lieu quelques jours avant la visite d'inspection ont effectivement emporté une partie du merlon délimitant la plate-forme supérieure de la verse.</p> <p>Cette partie de la verse n'était plus utilisée pour le stockage des déchets d'extraction inertes depuis plusieurs mois, puisque le remblayage se faisait plus au Nord de cet effondrement (situé en case G4b sur le plan du site), sur la plate-forme intermédiaire (en G5b et d). Nous avons donc reconstitué le merlon sur une partie stable, en nous éloignant du bord précédemment effondré, et poursuivons le remblayage de la plate-forme intermédiaire."</p> <p>Le jour de la visite du 20 septembre 2022, l'inspection des installations classées n'a pas constaté de désordre apparent sur la plate-forme de la verse ainsi que sur le merlon de protection. L'exploitant a indiqué ne pas avoir rencontré de problème depuis 2018.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Stabilité des fronts

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stabilité des fronts résiduels
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les travaux à ciel ouvert, l'exploitant doit définir la hauteur et la pente des gradins du front d'abattage en fonction de la nature et de la stabilité des terrains et de la méthode d'exploitation.</p> <p>Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs.</p> <p><b>Constats :</b> Lors de la visite du 20 septembre 2022, l'inspection des installations classées a constaté que les fronts historiques de la partie Ouest de l'exploitation sont sous-cavés et présentent un surplomb.</p> <p>L'exploitant a indiqué que "la rectification de ces fronts historiques, non exploités depuis plus de 25 ans, est quant à elle nettement plus compliquée à mettre oeuvre compte-tenu du fait que cette zone ne peut plus faire l'objet d'extraction".</p> <p>L'inspection des installation classées constate que l'exploitant a pris des mesures de sécurité: Il a constitué en pied des fronts des merlons de retenue faisant office de pièges à cailloux et ainsi écarté toute circulation de piéton ou d'engin des fronts.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Surveillance de la qualité de l'air

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6 et 19.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Émissions de poussières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>19.6. - Le plan de surveillance comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;</li> <li>- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;</li> <li>- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c).</li> </ul> <p>Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.</p>

<p>Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.</p> <p>Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.</p> <p>19.7. - Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté.</p> <p>Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m<sup>2</sup>/jour.</p> <p>L'objectif à atteindre est de 500 mg/m<sup>2</sup>/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.</p> <p>En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.</p> <p><b>Constats :</b> Par courriel du 20 septembre 2022, l'exploitant a adressé à l'inspection des installations classées le bilan des mesures de retombées de poussières des années 2020, 2021 et 2022. après examen des rapports, l'inspection constate:</p> <p>-Depuis mars 2018, à l'issue des huit campagnes réalisées consécutivement, les résultats moyens ont été satisfaisant pour tous les emplacements de mesure concernés (b: stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants).</p> <p>L'exploitant réalise depuis janvier 2020 des mesures semestrielles.</p> <p>L'inspection des installations classées note que lors de la 11eme campagne (10 mai 2021 au 9 juin 2021) la station située à "Le Bourg" laisse apparaître un résultat de 793 mg/m<sup>2</sup>/j supérieur au seuil admissible de 500 mg/m<sup>2</sup>/j. Cependant, sur cette station, la moyenne annuelle glissante est de 321 mg/m<sup>2</sup>/j.</p> <p>Lors de la 12 eme campagne (13 décembre 2021 au 12 janvier 2022) , les résultats sont satisfaisants, y compris sur la station "Le Bourg" (93 mg/m<sup>2</sup>/j).</p> <p>Lors de la 13eme campagne (8 juin 2022 au 8 juillet 2022) 2 stations laissent apparaître des résultats &gt; à 500 mg/m<sup>2</sup>/j (Chanteloup (b): 705 mg/m<sup>2</sup>/j et la station témoin: 561 mg/m<sup>2</sup>/j). La moyenne annuelle glissante des résultats est cependant conforme.</p> <p>L'inspection des installations classées note que les données météorologiques lors des campagnes de prélèvements de retombées de poussières atmosphériques proviennent des données météorologiques corrigées issues d'un abonnement aux services Météo-France (fournisseur de services météorologiques).</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p> <p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>
--

**N° 6 :** Surveillance de la qualité de l'air

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Station météorologique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les installations de carrières, soumises à un plan de surveillance des émissions de poussières en application du premier alinéa du paragraphe 19.5 du présent arrêté, la direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur le site de l'exploitation avec une résolution horaire au minimum.</p> <p>La station météorologique est installée, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques.</p>

Toutefois, pour les carrières dont la surface n'est pas entièrement située sur le territoire d'une commune couverte par un plan de protection de l'atmosphère, la mise en œuvre d'une station météorologique sur site peut être remplacée par l'abonnement à des données corrigées en fonction du relief, de l'environnement et de la distance issues de la station météo la plus représentative à proximité de la carrière exploitée par un fournisseur de services météorologiques.
<b>Constats :</b> L'exploitant ne dispose pas de station météo sur le site. L'exploitant utilise, lors des campagnes de prélèvements de retombées de poussières atmosphériques, les données corrigées météorologiques issues d'un abonnement aux services Météo-France (fournisseur de services météorologiques).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 7 : Pollution accidentelle

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2005, article 4.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage des huiles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :  * 100 p 100 de la capacité du plus grand réservoir * 50 p 100 de la capacité totale des réservoirs associés
<b>Constats :</b> Le jour de la visite, l'inspection des installations classées constate la présence de multiples fûts d'huile stockés sur une rétention. Il est demandé à l'exploitant de justifier de la capacité suffisante de la rétention. Par courriel du 20 septembre 2022 l'exploitant indique: Concernant "la rétention d'huiles du site, celle-ci a un volume de 4225 litres ce qui est supérieur à 100% de la capacité du plus gros contenant (3000 litres), et supérieur au 50% du volume total stocké (17 fûts de 208 litres + 1 cuve de 3000 litres = 6536 litres)".
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 8 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2005, article 4.8.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Assurer la sécurité des installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations électriques sont établies suivant les normes en vigueur et entretenues en bon état : elles sont périodiquement contrôlées à intervalles n'excédant pas une année par un technicien compétent. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Lors de la visite précédente du 27 juin 2018, l'inspection des installations classées avait constaté que le rapport de contrôle des installations électriques faisait part de remarques que l'exploitant avait traitées. Le traitement des remarques réalisé n'était pas annoté sur le rapport. Lors de la visite du 20 septembre 2022, cette prescription n'a pas été contrôlée.
<b>Observations :</b> Il est demandé à l'exploitant d'adresser le dernier rapport de contrôle des installations électriques à l'inspection des installations classées.

<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 9 : Sécurité des installations**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 27/12/2010, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Assurer la sécurité des installations
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Assurer la sécurité des installations.
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a été autorisé par arrêté du président du Conseil Départemental (2009.PV-LI-0140) à occuper le domaine public départemental et à réaliser un tunnel en buses métalliques sous la chaussée de la RD n° 78. Ce tunnel permet à un convoyeur de relier le concasseur primaire situé sur la partie Est du site (extraction) au concasseur secondaire situé sur la partie Ouest.</p> <p>Lors de la visite du 27 juin 2018, à l'extrémité Est du tunnel, sur la carrière, les buses métalliques présentaient des déformations.</p> <p>Le jour de la visite du 20 septembre 2022, l'inspection des installations classées a constaté que la structure a été confortée par des profilés métalliques. L'exploitant a indiqué que ces profilés sont contrôlés visuellement plusieurs fois par semaine, et ne présentent pas de déformations depuis leur mise en place.</p> <p>Il a également indiqué que, afin de diminuer encore les contraintes sur la structure, il a allégé la charge au-dessus de l'extrémité Est de ce tunnel en enlevant une partie du remblais supérieur.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 10 : Gestion des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2005, article 4.7
<b>Thème(s) :</b> Autre, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produites. Les déchets sont collectés séparément et valorisés ou éliminés dans des installations dûment autorisées. Dans l'attente de leur élimination, ils sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution pour les populations avoisinantes et l'environnement.
<p><b>Constats :</b> Lors de la visite du 20 septembre 2022, l'inspection a constaté que les déchets bois, verres, plastiques, papiers, métaux, huiles usagées et ferraille sont triés.</p> <p>L'inspection constate que l'exploitant conserve des pièces de rechange des installations de traitement "pouvant servir en cas de panne". Le stockage est réalisé sur une plate-forme au Nord de l'installation et est discret.</p>
<b>Observations :</b> L'exploitant doit justifier et confirmer que ce stockage ne présente pas de risque de pollution des sols ou des eaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 11 : Gestion des déchets d'extraction**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16bis
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Plan de gestion des déchets d'extraction



<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;</li> <li>-le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;</li> <li>-la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;</li> <li>-en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;</li> <li>-la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;</li> <li>-le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;</li> <li>-les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;</li> <li>-en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;</li> <li>-une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;</li> <li>-les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.</li> </ul> <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p>
<p><b>Constats :</b> Le Plan de Gestion des Déchets d'Extraction (PGDE) indique les différents types de déchets d'extraction générés sur le site. Il y a les stériles de découverte (code 01-01-02: recouvrant le gisement valorisable) constitués par 0,25 m de terre végétale et 15 à 30 m de grès altérés; Les stériles d'exploitation (code 01-04-08) constitués par le refus de scalpage primaire.</p> <p>Le volume de stériles de découverte est d'environ 900 000 m3.</p> <p>Le volume de stériles d'exploitation produit annuellement est d'environ 8000 m3/an. Le volume de stériles d'exploitation qui sera produit sur la durée restante autorisée (12 ans soit jusqu'en 2031) est d'environ 96 000 m3.</p> <p>L'ensemble de ces déchets est utilisé pour le remblaiement intégral (entre -3 et 43 m NGF) de la partie Ouest de la fosse.</p> <p>Le plan de gestion des déchets d'extraction prend en compte l'incidence sur l'environnement et la santé humaine. Il décrit les modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets et la remise en état du site en fin d'exploitation ainsi que les procédure et mesures de prévention afin de prévenir une éventuelle pollution de l'air et du sol ou un risque d'accident.</p> <p>Le plan de gestion des déchets d'extraction du site a été mis à jour en septembre 2019.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet